



LETTRES D'EUROPE & ENTREPRISES

Juin. 2012 – n°62

SOMMAIRE

Hommage à Jean-Michel FIOC'HLAY.....P.2
par Philippe LAURETTE

Croissance en Europe : il faut des actes au-delà des pactes !.....P.3
par Bruno VEVER

Recapitalisation des banques en Europe : cela sera sans le Canada !.....P.7
par François-Xavier BELLEST

Informations P.8

Agenda P.8



Hommage à Jean-Michel FLOC'HLAY

La disparition de Jean-Michel FLOC'HLAY nous émeut tous. Sa personnalité attachante et respectée était appréciée par ses nombreux amis.

C'est un deuil particulier pour Fenêtre sur l'Europe dont il était le fondateur et l'âme. Après avoir fait l'essentiel de sa carrière à la Banque de France et notamment été conseiller Europe de Jean-Claude Trichet, il fonda le site d'informations Fenêtre sur l'Europe.

En peu d'années, il sut faire de ce média, avec la passion et la détermination qui le caractérisaient, un incontournable de l'information européenne.

C'est également un deuil particulier pour Europe & Entreprises dont il était un membre particulièrement actif et écouté.

Chez Europe & Entreprises, nous garderons en souvenir son amitié fidèle, sa pertinence d'analyse et de propositions, son humour chaleureux et sa combativité inlassable au service de la construction européenne.

Ce souvenir sera notre meilleur incitatif à poursuivre son combat.

Philippe LAURETTE, Président
et les membres du Conseil d'Administration d'Europe et Entreprises



Croissance en Europe : il faut des actes au-delà des pactes !

Bruno VEVER, Secrétaire Général

Austérité ou relance ? Désendettement ou croissance ? Le débat fait à présent rage en Europe, avec ses économies en panne, une Grèce qui continue de s'enfoncer, une Espagne contrainte de demander l'aide de ses partenaires et un Conseil européen des 28-29 juin en quête conflictuelle de nouvelles perspectives.

Il y a quinze ans déjà, la mise en place de l'euro avait vu s'opposer les deux écoles.

D'un côté, les avocats de l'orthodoxie germanique insistaient sur la pureté inaltérable qu'il convenait de préserver au pacte de stabilité de Maastricht. De l'autre, les socialistes remis en selle après la dissolution improvisée par Jacques Chirac conditionnaient leur aval au pacte à une meilleure prise en compte des besoins de relancer la croissance.

Le compromis trouvé à l'époque noya les oppositions dans la sémantique élargie d'un « pacte de stabilité et de croissance ». Pour les Allemands, à l'instar du pâté d'alouette, l'étiquetage ne changeait rien au contenu réel d'un pacte essentiellement axé sur la stabilité. Pour les Français, attachés à leur interventionnisme jacobin par delà les cohabitations, on tenait là un butoir aux excès rigoristes de Bruxelles.

L'histoire retint que ce pacte ne mérita par la suite aucun de ses deux qualificatifs. Le volet stabilité fut oublié d'un commun accord par une Allemagne aux prises avec les coûts toujours croissants de sa réunification et une France ombrageuse face à toute interférence extérieure dans ses dépenses publiques. Ce lâchage conjoint créa un climat d'irresponsabilité mutuelle dans lequel s'engouffrèrent tous les autres, Grèce en tête. Quant au volet croissance, il fut étouffé dans l'œuf par l'absence de toute stratégie économique commune et de tout moyen solidaire crédible à l'échelle européenne. Ce pacte évaporé aura été l'exemple même des promesses qui n'engagent que ceux qui y croient. On connaît la suite...

Cette suite, il nous appartient d'en tirer toutes les leçons, ou de solder une trop brève histoire de l'euro !

L'élection de François Hollande et le paroxysme de la crise grecque se sont conjugués pour réouvrir le débat sur la gouvernance économique européenne, si mal clos par le récent traité bâclé à 25 en janvier dernier. Pour éviter de se fourvoyer dans une nouvelle impasse, comme il y a trois mois ou comme il y a quinze ans, l'Europe devra tenir compte des erreurs à répétition accumulées à nos dépens tout au long de cette période.



Ce qui appelle **trois changements majeurs** :

1. **un changement d'approche** : on ne relancera pas l'Europe en continuant d'opposer rigueur et croissance dans des joutes stériles entre experts méritant trop peu leur nom ou politiciens méritant trop bien le leur. Constatons par contre que les agences de notation s'inquiètent davantage à présent de la récession qui s'installe en Europe que du surendettement lui-même qui ne pourra guère être résorbé si la dépression perdure. Et reconnaissons, avec tous ceux qui ont gardé un peu de bon sens, qu'on avance sûrement mieux sur nos deux jambes qu'à cloche-pied.

Réservons donc nos débats à une synchronisation optimale des deux pour repartir sans tomber !

2. **un changement de méthode** : on ne relancera pas l'Europe en continuant de jouer les trois singes autistes. L'Eurogroupe doit en finir avec la loi du silence qui l'a rendu incapable de gérer collectivement l'euro et d'en prévenir les dérives et les faillites. L'Allemagne doit reconsidérer les intransigeances extrêmes d'une rigueur aveugle et sourde à tous les déséquilibres et toutes les détresses. Quant au nouveau président français, il doit rompre clairement avec les malencontreux ultimatums à l'Europe de retraits ou de chaise vide que son prédécesseur et adversaire de campagne s'était ingénié à exhumer d'un autre temps.

Pour sortir l'Europe de la crise, un seul mot d'ordre doit aujourd'hui réunir tous les protagonistes : renouer avec la méthode communautaire basée sur un équilibre négocié et assumé de droits et de devoirs qui, par delà les inévitables tensions toujours surmontables entre partenaires de bonne foi, a été la clé unique de tous nos acquis européens et reste la seule capable de nous ouvrir de nouvelles perspectives communes.

3. **un changement d'échelle** : on ne relancera pas l'Europe l'œil fixé sur le rétroviseur, en renationalisant les labels de production, en réinstallant des postes frontières, en récusant toute identité propre à l'Europe et en refusant toute dimension crédible à son budget. Sortir l'Europe, donc nous-mêmes, de la crise implique non pas une addition introuvable d'approches nationalistes qui ne créerait que soustractions et divisions, mais la recherche d'un effet multiplicateur fondé sur une volonté collective partagée, un champ de manœuvre communautarisé et une solidarité continentale renforcée dans la mondialisation. Seul un tel changement d'échelle permettra de réduire l'endettement public des Européens sans aggraver le poids de leurs impôts ni affecter leur compétitivité, leur développement, leurs libertés et leur protection.

Pour réussir de tels changements et relancer la croissance économique en Europe, **cinq actes forts et interdépendants, donc nécessairement concomitants, paraissent impératifs**. Ils conditionnent toute réussite durable d'une renégociation de la gouvernance économique européenne :

1. **le respect par tous de la règle d'or** : il n'y a pas de perspective de reprise économique sans remise en ordre des comptes publics. La règle d'or ne doit être ni une pomme de discorde, ni un vœu pieux, ni l'alpha et l'oméga de l'économie européenne. Mais elle doit être considérée comme une ardente obligation dont la mise en œuvre désormais incontournable impose autant d'intelligence que de détermination.



2. des moyens communs pour dissuader la spéculation : dans la mesure où l'impératif du désendettement est enfin pris au sérieux, contrairement à il y a quinze ans, il faut faciliter et non compliquer sa réalisation. Un moyen central devrait être la mutualisation d'une part significative du financement des dettes publiques par l'émission en commun d'euro-obligations, obligeant les spéculateurs à lâcher prise dans un jeu où les règles auraient été fondamentalement modifiées. L'accès d'un Etat au refinancement par ce biais de sa dette devrait bien sûr être conditionné au strict respect d'un cahier des charges très contraignant, faisant l'objet de cautions auprès du budget communautaire et dûment contrôlé par la Commission mandatée avec tous les moyens requis.

3. un code de conduite fiscal pour fiabiliser les recettes nationales et européennes : il est urgent d'encadrer une concurrence fiscale aujourd'hui suicidaire des Etats au seul bénéfice de capitaux sans attaches ni frontières et au détriment de la plupart des entreprises, notamment PME, des résidents et des travailleurs de chaque pays membre, matraqués sans pitié, comme de l'Union européenne dans son ensemble, victime expiatoire des égoïsmes et des incohérences de ses Etats. Il n'y aura pas de relance économique européenne sans assainissement et rééquilibrage des ressources budgétaires des Etats membres ni renforcement des ressources propres du budget communautaire, lui permettant d'atteindre progressivement une masse crédible. Le barrage de l'unanimité au Conseil, qui a jusqu'ici gelé toute approche commune, devrait finir par céder sous la pression des déferlements de la crise.

4. un redéploiement européen des services d'intérêt général : la remise en ordre de nos finances publiques doit s'inscrire dans une réorganisation européenne, avec des mises en commun assurant autant d'économies d'échelle que de valeurs ajoutées, permettant d'emboîter les budgets des Etats membres dans une eurocompatibilité aujourd'hui introuvable. Il s'agit notamment d'engager une mutualisation des dépenses publiques là où celle-ci apparaît nécessaire : intégration d'un service diplomatique européen solidaire pour peser efficacement dans le monde, unification des douanes aux frontières externes pour garantir l'identité du grand marché intérieur, création de services communs de répression des trafics et des fraudes pour mieux protéger nos intérêts, mise en place de structures européennes de police, de protection civile et de défense pour assurer notre sécurité collective.

5. des partenariats public/privé innovants à l'échelle européenne : il apparaît urgent d'engager de nouveaux programmes européens pour moderniser nos infrastructures industrielles et technologiques. Il s'agit d'atteindre ensemble la masse critique nécessaire pour développer des investissements stratégiques qui conditionnent notre compétitivité dans la mondialisation, face aux mutations accélérées des marchés. Les principaux champs d'application intéressent notamment la défense, la sécurité, les transports, les télécommunications, l'énergie, la santé et l'environnement. Pour réaliser de tels programmes, le lancement d'emprunts européens de l'Union européenne constituerait notre meilleur investissement contre la crise. En démontrant que « l'Europe est de retour », ils ne pourraient que ranimer la confiance et rencontrer le meilleur accueil des marchés. Le regain d'activité économique, d'emplois et de rentrées fiscales en découlant permettrait d'en amortir le coût d'amorçage et de contribuer à réduire les déficits des Etats.



Les grands objectifs pour sortir l'Europe de la crise paraissent finalement simples, même si leur mise en œuvre sera forcément complexe. Ils impliquent de parachever une union économique trop oubliée, seul moyen d'optimiser et de pérenniser notre union monétaire.

Pour réussir, il manque surtout à l'Europe des dirigeants un peu plus visionnaires, un peu plus audacieux et un peu plus collégiaux.

Souhaitons donc aux nouveaux de se révéler comme tels et aux autres de réussir une tardive mais salutaire conversion !

Bruno VEVER, *Secrétaire Général d'Europe et Entreprises*



Recapitalisation des banques en Europe : cela sera sans le Canada !

François-Xavier BELLEST

En visite officielle en France, en ce mois de juin 2012, où il a rencontré le président français François Hollande, le premier ministre canadien Stephen Harper a qualifié la zone euro de « projet à demi complété » car, selon lui, de grandes structures institutionnelles, telles qu'une autorité bancaire centrale, font défaut.

Et c'est d'un ton ferme et déterminé que le ministre canadien des Finances, Jim Flaberty a fait savoir à la France et aux pays de l'Union européenne, que le Canada ne financera pas les banques européennes en difficulté. Aux prises avec de graves difficultés économiques, c'est à l'UE et à elle-seule que revient la capitalisation de ses banques. Pour le Canada, qui a verrouillé son système bancaire et a ainsi protégé le pays d'une crise majeure, l'UE doit faire comme les Etats-Unis, recapitaliser ses banques, et non recourir à l'aide d'autres pays, hors zone euro.

Jim Flaberty s'exprimait ainsi dans la presse canadienne : « Certains pays de la zone euro n'ont pas su faire face à leur crise financière. Ils doivent le faire non seulement dans l'intérêt des pays de la zone euro, mais également dans l'intérêt du reste du monde, et ce, afin d'éviter la contagion des banques et une autre crise du crédit comme cela s'est passé il y a plusieurs années. Contrairement à ce que propose le leader du NPD, la solution n'est pas de prendre des milliards de dollars provenant de l'argent des contribuables et de les donner aux pays européens ».

Selon les informations qui circulent, le FMI ferait état d'un rapport qui précise que les banques espagnoles auront besoin d'un minimum de 50 milliards d'euro pour assurer leur survie. Si les pays de la zone euro lui demandent une aide financière, il est certain que le Canada n'accèdera pas à cette demande. Pour les Canadiens, les pays de la zone euro sont parmi ceux les plus riches au monde. Ainsi pour Jim Flaberty : « Ils peuvent gérer leurs propres affaires avant de s'adresser à d'autres pays pour renflouer leurs coffres. La réponse sera la même si le FMI demande un coup de pouce financier d'Ottawa », a-t-il expliqué aux journalistes.

Pour Jim Flaberty « Le FMI a surtout comme mission d'aider les pays pauvres dans le monde. Le Canada a toujours été un participant important. Nous allons continuer de le faire, mais les Européens doivent s'attaquer à leurs propres problèmes avant de demander aux autres [de le faire]. ».

Européens, vous n'êtes pas chanceux : ne comptez donc pas sur le voisin canadien pour sortir nos banques de la misère !

François-Xavier Bellest
Sémiologue, administrateur d'E&E



INFO

Philippe Laurette est intervenu le 22 mai aux 5èmes Assises des Associations d'Europe à Strasbourg, où il a notamment présenté et commenté le récent appel d'Europe et Entreprises « Pour un eurofédéralisme opérationnel ». Cet appel, comme les autres contributions d'Europe et Entreprises, peut être consulté et téléchargé sur le site www.europe-entreprises.com

Guillaume Chiron publiera prochainement un article dans la revue « Semaine Juridique – Entreprises » aux Editions LexisNexis/Litec, un article sur « Les greffes au niveau européen : une source d'informations de plus en plus utile pour les entreprises ». Il y développe en trois points :

- la situation du registre du commerce et des sociétés en France
- l'évolution du registre du commerce et des sociétés en Europe en dehors de la France
- les perspectives d'une nouvelle directive européenne en la matière

AGENDA

28 juin 2012, CJD / Montpellier (Plus de renseignements auprès de Aude de Castet Tél : 06 10 59 84 93 / aude@cjd.net)

Intervention de Markus Schmidt, vice-Président d'Europe & Entreprises au Congrès national du Centre des Jeunes Dirigeants de France (CJD), à Montpellier.

10 juillet 2012, 18heures avec le soutien de la Maison de l'Europe de Paris et dans ses locaux (35, rue des Francs Bourgeois, 4^{ème})

La grande transformation de l'entreprise

Neuf perspectives pour transformer l'entreprise au XXI^e siècle. Pour la France et pour l'Europe, neuf transformations essentielles pour assurer durablement la recherche de la compétitivité, le souci écologique et le bien-être social

Europe&Entreprises et la Maison de l'Europe de Paris avec le soutien de Fenêtre sur l'Europe ont le plaisir de vous inviter à la présentation du livre « La grande transformation de l'entreprise », par David Chopin et Marc Deluzet.

Que devient l'entreprise dans la crise financière, économique et sociale qui secoue l'Europe ? Qu'en est-il de ses finalités à l'heure de la rentabilité immédiate, du mal-être au travail et de la précarisation des emplois ? L'entreprise peut-elle se cantonner à n'être qu'un centre de profit ou peut-elle vraiment assumer ses responsabilités sociales, territoriales et environnementales ?

Cet ouvrage analyse d'abord l'évolution du rôle de l'entreprise au sein des différentes formes de capitalismes au XX^e siècle. Puis les auteurs démontrent comment la diffusion progressive du modèle anglo-saxon, centré sur l'intérêt financier à court terme de l'actionnaire, a malmené le sens du travail, limité l'innovation et accentué les inégalités de revenus et de statuts.

Au-delà du constat, ce livre se veut force de propositions pour sortir l'économie de son carcan de la financiarisation et surtout pour que l'entreprise du XXI^e siècle au cœur de la société réussisse le pari d'une harmonisation de ses finalités économiques sociales et environnementales

Septembre 2012 (date et lieu à confirmer)

Le Dr Goodwin pourrait venir échanger à nouveau avec Europe et Entreprises.



EUROPE & ENTREPRISES

Association loi 1901

Maison de l'Europe de Paris
35 rue des Francs Bourgeois
75004 Paris

www.europe-entreprises.com

Président, Directeur de la Publication :

Philippe Laurette

Rédaction : entreprise_europeenne@yahoo.fr

Rédacteur en chef : François-Xavier Bellest

Editorialiste : Bruno Vever

Production : Europe & Entreprises

Numéro ISSN : 1638-6094

Europe & Entreprises est un lieu de rencontre, d'information et de débats sans tabous sur l'Europe.

*Pour recevoir un dossier sur Europe & Entreprises,
Contactez le secrétariat de l'association en
envoyant votre carte de visite au siège de
l'association ou en envoyant un mail à :
entreprise_europeenne@yahoo.fr*